

F. 94 — 3083

[C — 27634]

**17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu le protocole n° 140 du Comité de Secteur n° XVI, établi le 10 novembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat a annulé, par arrêt du 8 juillet 1994, l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juillet 1993 portant le statut des fonctionnaires de la Région, pour le seul motif de l'incompétence de son auteur, à la suite de l'annulation de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Considérant que depuis lors, le personnel des Services du Gouvernement wallon se trouve soumis à un statut hybride constitué à la fois de normes applicables aux agents de l'Etat et de normes adoptées par le Gouvernement wallon et non annulées par le Conseil d'Etat, à savoir le statut pécuniaire des fonctionnaires wallons;

Considérant que cette situation a engendré une instabilité juridique préjudiciable au bon fonctionnement de l'Administration;

Considérant par ailleurs que l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays précise en son article 5, § 1er, alinéa 1er, qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut être pris entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Considérant ainsi que la période durant laquelle des augmentations de rémunération peuvent être accordées au personnel des Services du Gouvernement est très courte;

Considérant que les protocoles n°s 110 et 124 du Comité de secteur n° XVI des 9 décembre 1993 et 31 mars 1994 prévoient une révision générale des barèmes;

Considérant qu'à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut, une unanimité s'est dégagée en vue de procéder à la réfection immédiate du statut des fonctionnaires de la Région et à l'adoption d'un nouveau statut pécuniaire de manière à remédier à l'instabilité juridique précitée et à rendre effective, avant le 1er janvier 1995, l'application des protocoles mentionnés ci-dessus à tous les fonctionnaires wallons;

Considérant dès lors qu'il est impératif d'adopter sans retard les mesures transitoires que nécessitent, dès leur entrée en vigueur, les nouvelles dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires de la Région;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget;

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires des Services du Gouvernement wallon soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, ci-après dénommé « le statut ».

CHAPITRE II. — Dispositions relatives au statut administratif

Section I. — De la première affectation

Art. 2. L'article 6 du statut n'est pas applicable lors de la première affectation des fonctionnaires sur le cadre du personnel pris en application de l'article 5 du statut.

Section II. — De la promotion par avancement de grade

Art. 3. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 5°, du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement aux grades du rang 22 des sessions 1993 et des sessions antérieures, sont dispensés de l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C1.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 1°, du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er doivent compter une ancienneté de trois ans dans le grade C3 pour la promotion, par avancement de grade au grade de rang C2.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats des examens d'avancement aux grades du rang 22 des sessions 1993 et des sessions antérieures, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang C2.

Art. 4. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 5°, du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur-mécanographe de 1re classe ou au grade de chef opérateur-mécanographe de 2e classe des sessions 1993 et des sessions antérieures, sont dispensés de l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D1.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, 1°, du statut, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er doivent compter une ancienneté de trois ans dans le grade D3 pour la promotion, par avancement de grade au grade de rang D2.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur-mécanographe de 1^{re} classe des sessions 1993 et des sessions antérieures sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats de ces examens, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D1.

Par dérogation à l'article 21 du statut, les fonctionnaires qui sont ou ont été lauréats des examens d'avancement au grade de chef opérateur-mécanographe de 2^e classe des sessions 1993 et des sessions antérieures, sont promus prioritairement aux fonctionnaires non lauréats de ces examens, pour la promotion, par avancement de grade, au grade de rang D2.

Art. 5. Par dérogation à l'article 18, alinéas 1^{er}, 1^o, 4^o et 5^o, du statut, peuvent également être promus par avancement de grade :

1^o au grade de directeur, les fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 11 ou du rang 12 qui comptent une ancienneté d'au moins neuf ans acquise dans le niveau 1;

2^o au grade d'inspecteur général, les fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 13 ou 14 qui comptent une ancienneté de rang d'au moins un an.

Section III. — Des dispenses de service et des congés de formation

Art. 6. Les dispenses de service et les congés de formation accordés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent régis par les dispositions qui leur étaient applicables au moment où ils ont été accordés.

Art. 7. Pour les mêmes cours, le congé de formation ne peut être cumulé avec l'indemnité de promotion sociale visée à l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Section IV. — De l'évaluation

Art. 8. Les procédures d'attribution d'un premier signalement, d'un nouveau signalement et d'une mention défavorable qui devaient être entamées avant l'entrée en vigueur du statut sont poursuivies ou entamées conformément aux dispositions, y compris en matière de procédure et de recours, antérieurement en vigueur.

Art. 9. Pour l'application des articles 11 et 18 du statut et pour une période d'une durée de quinze mois à compter de l'entrée en vigueur du statut, est assimilée à l'évaluation positive :

1^o la dernière mention de signalement « Très bon » ou « Bon » attribuée conformément aux dispositions antérieurement en vigueur;

2^o l'absence de mention défavorable assimilant l'agent du niveau 4 à un agent d'un niveau supérieur signalé par la mention « Insuffisant » ou « Mauvais ».

Art. 10. Pour l'application de l'article 132 du statut est assimilée à la première des deux évaluations négatives consécutives :

1^o la dernière mention de signalement « Mauvais » attribuée conformément aux dispositions antérieurement en vigueur;

2^o la dernière mention défavorable assimilant l'agent du niveau 4 à un agent d'un niveau supérieur signalé par la mention « Mauvais », attribuée conformément aux dispositions antérieurement en vigueur.

Section V. — Du régime disciplinaire

Art. 11. Les procédures disciplinaires en cours sont poursuivies sur la base des dispositions applicables au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives au statut pécuniaire

Art. 12. Par dérogation à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, les fonctionnaires titulaires, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, des grades d'agent technique des Eaux et Forêts de 1^{re} classe, d'agent technique principal des Eaux et Forêts, de commis des Eaux et Forêts, d'agent technique en chef des Eaux et Forêts, ou de chef de brigade des Eaux et Forêts de 1^{re} classe dans les services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne qui, après l'organisation du deuxième concours spécial d'accession au niveau 2 postérieur à l'entrée en vigueur du présent arrêté, n'ont pas acquis de titres à la promotion par accession au niveau supérieur, bénéficient de l'échelle de traitements attachée au grade du rang D2.

Art. 13. L'article 30 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères reste applicable aux mentions de signalement et aux mentions défavorables.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région, est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du statut.

L'article 5, 2^o, cesse de produire ses effets le 31 décembre 1997.

Art. 16. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 3083

[C — 27634]

**17. NOVEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87 § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Bestimmungen für die Ausführung des Statuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 140 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 10. November 1994;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Staatsrat durch seinen Entscheid vom 8. Juli 1994 den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 1993 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region für nichtig erklärt hat, und zwar allein auf der Grundlage der Nichtzuständigkeit seines Verfassers, infolge der Nichtigkeitsklärung des Königlichen Erlasses vom 22. November 1991 zur Festlegung der auf das Personal der Exekutiven und der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

In der Erwägung, daß das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung seitdem einem hybriden Statut untersteht, das aus auf die Staatsbediensteten anwendbaren Normen und aus von der Wallonischen Regierung beschlossenen und nicht vom Staatsrat für nichtig erklärten Normen, nämlich dem Besoldungsstatut der Wallonischen Beamten, zugleich besteht;

In der Erwägung, daß diese Situation eine für die gute Arbeitsweise der Verwaltung schädliche juristische Unstabilität verursacht hat;

In der Erwägung außerdem, daß der Königliche Erlaß vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zum Schutz der Landeskonkurrenzfähigkeit in seinem Artikel 5, § 1, Absatz 1 klarstellt, daß kein Abkommen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer zur Festlegung einer Lohnerhöhung zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 getroffen werden darf;

In der Erwägung, daß die Periode, im Laufe deren dem Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung Lohnerhöhungen gewährt werden können, so sehr kurz ist;

In der Erwägung, daß die Protokolle Nr. 110 und 124 des Sektorenausschusses XVI vom 9. Dezember 1993 und vom 31. März 1994 eine allgemeine Revision der Gehaltsstufen vorsehen;

In der Erwägung, daß infolge des Inkrafttretens des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Statuts sich eine Einstimmigkeit zwecks der sofortigen Umarbeitung des Statuts der Beamten der Region und der Verabschiedung eines neuen Besoldungsstatuts abgezeichnet hat, um die vorerwähnte juristische Unstabilität zu beheben und die oben erwähnten Protokolle vor dem 1. Januar 1995 auf die gesamten wallonischen Beamten effektiv anzuwenden;

In der Erwägung, daß es daher zwingend notwendig ist, die Übergangsmaßnahmen, welche die neuen, auf die Beamten der Region anwendbaren statutarischen Bestimmungen sofort nach Inkrafttreten erfordern, unverzüglich zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1. Vorliegender Erlaß findet Anwendung auf die Beamten der Dienste der Wallonischen Regierung, die dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994, nachstehend « das Statut » genannt, unterliegen.

KAPITEL II. — Bestimmungen in bezug auf das Verwaltungsstatut

Abschnitt I. — Ersteinsetzung

Art. 2. Artikel 6 des Statuts ist nicht anwendbar bei der Ersteinsetzung der Beamten aufgrund des in Anwendung von Artikel 5 des Statuts festgelegten Stellenplans.

Abschnitt II. — Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad

Art. 3. In Abweichung von Artikel 18 Absatz 1 Nr. 5 des Statuts werden die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in die Dienstgrade des Ranges 22 bestanden haben, für die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges C1 von der Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung befreit.

In Abweichung von Artikel 18 Absatz 1 Nr. 1 des Statuts müssen die in Absatz 1 erwähnten Beamten für die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges C2 drei Dienstjahre im Grad C3 haben.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die in Absatz 1 erwähnten Beamten Vorrang vor den Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in die Dienstgrade des Ranges 22 nicht bestanden haben, was die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges C2 betrifft.

Art. 4. In Abweichung von Artikel 18 Absatz 1 Nr. 5 des Statuts werden die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 1. Klasse oder in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse bestanden haben, für die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges D1 von der Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung befreit.

In Abweichung von Artikel 18 Absatz 1 Nr. 1 des Statuts müssen die in Absatz 1 erwähnten Beamten für die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges D2 drei Dienstjahre im Grad D3 haben.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 1. Klasse bestanden haben, Vorrang vor den Beamten, die diese Prüfungen nicht bestanden haben, was die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges D1 betrifft.

In Abweichung von Artikel 21 des Statuts haben die Beamten, die die in den Prüfungsperioden 1993 und in den vorhergehenden Prüfungsperioden organisierten Prüfungen für das Aufsteigen in den Dienstgrad einer Chefoperator-Datenverarbeitungsfachkraft 2. Klasse bestanden haben, Vorrang vor den Beamten, die diese Prüfungen nicht bestanden haben, was die Beförderung — mittels Aufsteigen im Dienstgrad — in den Dienstgrad des Ranges D2 betrifft.

Art. 5. In Abweichung von Artikel 18 Absatz 1 Nrn. 1, 4 und 5 des Statuts können folgende Beamte ebenfalls mittels Aufsteigen im Dienstgrad befördert werden :

1° in den Dienstgrad eines Direktors: die Beamten, die einen Dienstgrad des Ranges 11 der 12 innehaben und mindestens neun Dienstjahre in Stufe 1 haben;

2° in den Dienstgrad eines Generalinspektors: die Beamten, die einen Dienstgrad des Ranges 13 oder 14 innehaben und mindestens ein Dienstjahr im betreffenden Rang haben.

Abschnitt III. — Freistellung und Bildungsurlaub

Art. 6. Die Freistellung und der Bildungsurlaub, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gewährt worden sind, werden weiterhin durch die Bestimmungen geregelt, die zum Zeitpunkt, wo sie gewährt worden sind, für sie galten.

Art. 7. Für dieselben Kurse darf der Bildungsurlaub nicht mit der Fortbildungsvergütung kumuliert werden, die in Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 21. August 1970, durch den gewissen Kategorien des vom Staat bezahlten Personals ein Fortbildungsurlaub und eine Fortbildungsvergütung gewährt werden, erwähnt ist.

Abschnitt IV. — Bewertung

Art. 8. Die Verfahren zur Zuteilung einer ersten Beurteilung, einer neuen Beurteilung und einer ungünstigen Note, die vor Inkrafttreten des Statuts eingeleitet werden sollten, werden gemäß den früher geltenden Bestimmungen, einschließlich in puncto Verfahren und Widerspruch, fortgeführt bzw. eingeleitet.

Art. 9. Für die Anwendung der Artikel 11 und 18 des Statuts geht man für einen Zeitraum von fünfzehn Monaten ab Inkrafttreten des Statuts davon aus, daß die Bewertung positiv ist :

1° wenn die letzte gemäß den früher geltenden Bestimmungen zugeteilte Beurteilungsnote « sehr gut » oder « gut » ist;

2° wenn der Bedienstete der Stufe 4 keine ungünstige Note hat, die bei einem Bediensteten einer höheren Stufe der Note « ungenügend » oder « schlecht » entspricht.

Art. 10. Für die Anwendung von Artikel 132 des Statuts werden folgende Noten der ersten der zwei aufeinanderfolgenden negativen Bewertungen gleichgestellt :

1° die letzte Beurteilungsnote « schlecht », die gemäß den früher geltenden Bestimmungen zugeteilt worden ist;

2° die letzte ungünstige Note, die dem Bediensteten der Stufe 4 gemäß den früher geltenden Bestimmungen zugeteilt worden ist und die bei einem Bediensteten einer höheren Stufe der Note « schlecht » entspricht.

Abschnitt V. — Disziplinarordnung

Art. 11. Laufende Disziplinarverfahren werden unter Zugrundelegung der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Artikels anwendbaren Bestimmungen weitergeführt.

KAPITEL III. — Bestimmungen in bezug auf das Besoldungsstatut

Art. 12. In Abweichung von Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region haben die Beamten, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses die Dienstgrade eines technischen Bediensteten 1. Klasse der Wasser- und Forstverwaltung, eines technischen Hauptbediensteten der Wasser- und Forstverwaltung, eines Kommiss der Wasser- und Forstverwaltung, eines technischen Chefbediensteten der Wasser- und Forstverwaltung oder eines Brigadechefs 1. Klasse der Wasser- und Forstverwaltung in den Außendiensten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region innehaben und die nach der zweiten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses organisierten Sonderprüfung im Wettbewerbsverfahren für den Übergang in Stufe 2 kein Recht auf die Beförderung mittels Übergang in die höhere Stufe erworben haben, Anspruch auf die Gehaltstabelle für den Dienstgrad des Ranges D2.

Art. 13. Artikel 30 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1973 über das Besoldungsstatut des Personals der Ministerien findet weiterhin Anwendung auf Beurteilungsnoten und ungünstige Noten.

KAPITEL IV. — Schlußbestimmungen

Art. 14. Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 21. April 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangbestimmungen wird aufgehoben.

Art. 15. Vorliegender Erlaß tritt am Tag des Inkrafttretens des Statuts in Kraft.

Artikel 5, 2°, tritt am 31. Dezember 1997 außer Kraft.

Art. 16. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, ist mit der Ausführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

VERTALING

N. 94 — 3083

[C — 27634]

**17 NOVEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering
houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het protocol nr. 140 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 10 november 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Raad van State, bij arrest van 8 juli 1994, het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 1993 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest vernietigd heeft, op de enige grond van de onbevoegdheid van zijn voorsteller, ten gevolge van de vernietiging van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Overwegende dat sindsdien het personeel van de Diensten van de Waalse Regering onderworpen is aan een hybridisch statuut bestaande tegelijk uit regels toepasselijk op de rijksambtenaren en uit regels goedgekeurd door de Waalse Regering, die niet door de Raad van State vernietigd werden, namelijk het geldelijk statuut van de Waalse ambtenaren;

Overwegende dat deze situatie een juridische instabiliteit heeft veroorzaakt die nadelig is voor de goede werking van de administratie;

Overwegende bovendien dat artikel 5, § 1, 1e lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen bepaalt dat geen akkoord tussen werkgever en werknemer mag genomen worden dat voor de periode gaande van 1 januari 1995 tot 31 december 1996 voorziet in een loonsverhoging;

Overwegende dientengevolge dat de periode tijdens welke loonsverhogingen kunnen toegekend worden aan het personeel van de diensten van de Waalse Regering zeer kort is;

Overwegende dat de protocollen nrs. 110 en 124 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 9 december 1993 en 31 maart 1994, een algemene herziening van de weddeschalen voorzien;

Overwegende dat na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het statuut een eenstemmigheid is ontstaan om over te gaan tot het onmiddellijk herstel van het statuut van de ambtenaren van het Gewest en tot de goedkeuring van een nieuw geldelijk statuut om de voornoemde juridische instabiliteit te verhelpen en de hierboven vermelde protocollen vóór 1 januari 1995 op alle Waalse ambtenaren toe te passen;

Overwegende dat dientengevolge het hoogdringend is onverwijld overgangsbepalingen vast te stellen die nodig zijn voor de toepassing van de nieuwe statutaire bepalingen op de ambtenaren van het Gewest zodra zij van kracht worden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de ambtenaren van de diensten van de Waalse Regering die geregeld worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994, hierna volgend « het statuut » genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het administratief statuut**Afdeling I. — Eerste aanstelling*

Art. 2. Artikel 6 van het statuut is niet toepasselijk bij de eerste aanstelling van de ambtenaren in de overeenkomstig artikel 5 van het statuut opgestelde personeelsformatie.

Afdeling II. — Bevordering bij verhoging in graad

Art. 3. In afwijking van artikel 18, 1^e lid, 5^o, van het statuut en voor de bevordering, bij verhoging in graad, tot de graad van rang C1 zijn de ambtenaren, die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graden van rang 22 tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, vrijgesteld van het examen betreffende de controle van de beroepsopleiding.

In afwijking van artikel 18, 1^e lid, 1^o, van het statuut moeten de in het eerste lid bedoelde ambtenaren drie jaar anciënniteit in de graad C3 tellen voor de bevordering, bij verhoging van graad, tot de graad van rang C2.

In afwijking van artikel 21 van het statuut en voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang C2 worden de in het eerste lid bedoelde ambtenaren bevorderd bij voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor de examens voor de verhoging van graad tot de graden van rang 22 tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden.

Art. 4. In afwijking van artikel 18, 1^e lid, 5^o, van het statuut en voor de bevordering, bij verhoging in graad, tot de graad van rang C1 zijn de ambtenaren die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf 1^e klasse of van hoofdoperateur-mechanograaf 2^e klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden vrijgesteld van het examen betreffende de controle van de beroepsopleiding.

In afwijking van artikel 21 van het statuut en voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang D1 worden de ambtenaren, die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf 1^e klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, bevorderd bij voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor deze examens.

In afwijking van artikel 18, 1^e lid, 1^o, van het statuut moeten de in het eerste lid bedoelde ambtenaren drie jaar anciënniteit in de graad D3 tellen voor de bevordering, bij verhoging van graad, tot de graad van rang D2.

In afwijking van artikel 21 van het statuut en voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van rang D2 worden de ambtenaren, die geslaagd zijn of slaagden voor examens van verhoging in graad tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf 1^e klasse tijdens de zittijden van 1993 en de vorige zittijden, bevorderd bij voorrang op de ambtenaren die niet geslaagd zijn voor deze examens.

Art. 5. In afwijking van artikel 18, 1^e lid, 1^o, 4^o en 5^o, van het statuut kunnen eveneens bevorderd worden bij verhoging in graad :

1^o tot de graad van directeur, de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 11 of van rang 12 met een niveauanciënniteit van ten minste negen jaar in niveau 1;

2^o tot de graad van inspecteur-generaal, de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 13 of 14 met een ranganciënniteit van ten minste één jaar.

Afdeling III. — Dienstvrijstellingen en vormingsverloven

Art. 6. De voor de inkrachtreding van dit besluit toegekende dienstvrijstellingen en vormingsverloven blijven geregeld door de bepalingen die erop toepasselijk waren op het ogenblik dat zij toegekend werden.

Art. 7. Voor dezelfde cursussen kan het vormingsverlof niet gecumuleerd worden met de vergoeding van sociale promotie bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigde personeel.

Afdeling IV. — Evaluatie

Art. 8. De procedures voor de toekenning van een eerste beoordeling, van een nieuwe beoordeling en van een ongunstige melding, die voor de inkrachtreding van het statuut zouden moeten beginnen, worden voortgezet of ingezet overeenkomstig de vorige van kracht zijnde bepalingen, de bepalingen inzake procedure en beroep inbegrepen.

Art. 9. Voor de toepassing van artikelen 11 en 18 van het statuut en voor een periode van vijftien maanden vanaf de inkrachtreding van het statuut wordt gelijkgesteld met de positieve evaluatie :

1^o de laatste overeenkomstig de vorige van kracht zijnde bepalingen toegekende meldingen « Zeer goed » of « Goed »;

2^o geen ongunstige melding waarbij de ambtenaar van niveau 4 gelijkgesteld wordt met een ambtenaar van een hoger niveau geëvalueerd met de melding « Onvoldoende » of « Slecht ».

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 132 van het statuut wordt gelijkgesteld met de eerste van twee opeenvolgende negatieve evaluaties :

1^o de laatste melding « Slecht » toegekend overeenkomstig de vorige van kracht zijnde bepalingen;

2^o de laatste ongunstige melding waarbij de ambtenaar van niveau 4 gelijkgesteld wordt met een ambtenaar van een hoger niveau geëvalueerd met de melding « Slecht », toegekend overeenkomstig de vorige van kracht zijnde bepalingen.

Afdeling V. — Evaluatie

Art. 11. De lopende tuchtregelingen worden voortgezet op grond van de bepalingen, die van toepassing zijn op het ogenblik van de inkrachtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende het geldelijk statuut*

Art. 12. In afwijking van artikel 9 van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest genieten de weddeschaal gekoppeld aan de graad van rang D2 de ambtenaren die, voor de inkrachtreding van dit besluit, titularis waren van de graden van technisch beambte bij Waters en Bossen 1^e klasse, e.a. technisch beambte bij Waters en Bossen, klerk bij Waters en Bossen, hoofd technisch beambte bij Waters en Bossen of van brigadechef bij Waters en Bossen 1^e klasse in de buitendiensten van de afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest en die geen aanspraak kunnen doen op een bevordering bij overgang naar het hogere niveau na het tweede bijzonder vergelijkend examen voor de overgang naar het niveau 2 georganiseerd na de inkrachtreding van dit besluit.

Art. 13. Artikel 30 van het koninklijk van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries blijft toepasselijk op de beoordelingsmeldingen en op de ongunstige meldingen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 21 april 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest is opgeheven.

Art. 15. Dit besluit wordt van kracht op de dag van de inkrachttreding van het statuut. Het artikel 5, 2°, heeft geen uitwerking meer op 31 december 1997.

Art. 16. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

F. 94 — 3084

[C — 27635]

17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant une disposition transitoire de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu le protocole n° 59/1 du Comité commun à l'ensemble des services publics du 13 juin 1991;

Vu le protocole n° 140 du Comité de secteur n° XVI, établi le 10 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat a annulé, par arrêt du 8 juillet 1994, l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juillet 1993 portant le statut des fonctionnaires de la Région, au seul motif de l'incompétence de son auteur, à la suite de l'annulation de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Considérant que, depuis lors, le personnel des Services du Gouvernement wallon se trouve soumis à un statut hybride constitué à la fois de normes applicables aux agents de l'Etat et de normes adoptées par le Gouvernement wallon et non annulées par le Conseil d'Etat, à savoir le statut pécuniaire des fonctionnaires wallons;

Considérant que cette situation a engendré une instabilité juridique préjudiciable au bon fonctionnement de l'Administration;

Considérant par ailleurs que l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays précise en son article 5, § 1er, alinéa 1er, qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut être pris entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Considérant ainsi que la période durant laquelle des augmentations de rémunération peuvent être accordées au personnel des Services du Gouvernement est très courte;

Considérant que les protocoles n°s 110 et 124 du Comité de Secteur n° XVI des 9 décembre 1993 et 31 mars 1994 prévoient une révision générale des barèmes;

Considérant qu'à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut, une unanimité s'est dégagée en vue de procéder à la réfection immédiate du statut des fonctionnaires de la Région et à l'adoption d'un nouveau statut pécuniaire de manière à remédier à l'instabilité juridique précitée et à rendre effective, avant le 1er janvier 1995, l'application des protocoles mentionnés ci-dessus à tous les fonctionnaires wallons;

Considérant dès lors qu'il est impératif d'adopter sans retard toute mesure transitoire que nécessite, dès son entrée en vigueur, le nouveau statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;